



**Verviers et les Grèves wallonnes de
l'hiver '60-'61
Émission consacrée au 50^e
anniversaire de l'événement**

**Paul Delforge
Historien, directeur du Pôle Recherche,
Institut Destrée**

Télévesdre – 21 décembre 2010

Dans les livres d'histoire, il est rare qu'un événement majeur ne porte pas rapidement un nom unique destiné à en faire une sorte de point de repère unanimement reconnu. Cette terminologie sert de marqueur et identifie en deux trois mots les faits eux-mêmes, voire leur signification. Chacun s'accorde alors sur le sens du moment historique, sur son retentissement et sa portée. C'est loin d'être le cas pour les journées qui ont marqué la Belgique, en particulier la Wallonie entre la fin décembre 1960 et le début 1961, du 19 décembre 1960 au 21 janvier 1961. Les expressions varient : « La Grande Grève », la « Grève du Siècle », la « Grève contre la loi unique », la Grève de l'hiver '60-'61, l'insurrection renardiste, le printemps du fédéralisme wallon... À force d'être toujours utilisées, quelques images se sont imposées, celles de manifestants s'en prenant avec violence à la gare des Guillemins fraîchement rénovée, celles d'échauffourées entre force de l'ordre et grévistes, celles d'André Renard haranguant la foule du haut d'un balcon Place St Lambert, à Liège. Plusieurs expressions, quelques rares images, mais beaucoup de souvenirs et d'interprétations diverses, tout indique que les esprits ne sont pas encore calmés et les frustrations ne sont pas encore effacées. Les 34 journées qui firent trembler l'État belge et mirent à mal l'autorité du gouvernement Eyskens continuent à susciter le débat, cinquante ans après les faits, comme en 1970, comme en 1980, 1985, 1991 et 2000, lors de commémorations souvent nourries par la proximité d'autres tournants politiques décisifs : la révision de la Constitution (1970) ; l'application des lois d'août 1980 ; les débats sur l'identité wallonne annonçant les accords de la Saint-Michel (1992-1993) ; les accords de la Saint-Polycarpe (2001).

Au-delà de la personnalité d'André Renard et de la médiatisation de l'épisode des Guillemins, il y eut surtout une mobilisation extraordinaire. Le contexte socio-économique de l'époque paraît propice ; des faits marquent alors les esprits : une courte crise économique en 1959 succède au rêve nourri par le mirage de l'expo '58 ; l'indépendance du Congo et la perte de sa colonie par la Belgique se déroulent dans un climat tendu ; les fermetures massives de charbonnage – surtout en pays wallon – sont imminentes ; un projet de sidérurgie en bord de mer (Sidmar) est sur la table du gouvernement ; la minorisation des Wallons au sein de l'État belge est de plus en plus mal ressentie¹. On pourrait citer d'autres facteurs susceptibles de peser

¹ Sur base du recensement de la population réalisé en 1947, le nombre des parlementaires doit être adapté. En 1960, sur 212 députés, 104 sont choisis en Flandre, 76 en Wallonie, 32 à Bruxelles. En 1965, tenant compte de l'évolution démographique, 107 députés sont choisis en Flandre, contre 72 en Wallonie et 33 à Bruxelles. Arithmétiquement, la Flandre détient désormais la majorité à la Chambre

sur le moral d'une population de plus en plus sensible à l'offre de nouveaux produits de consommation. Mais un état d'esprit fondé sur des perceptions collectives disparates ne peut pas expliquer à lui seul l'explosion de l'hiver '60. Une réelle mobilisation par l'éducation populaire a précédé le conflit.

Depuis le début des années '50, la mutation profonde qui attend la société n'échappe pas à de nombreux intellectuels ; après la Question royale, André Renard a d'ailleurs invité un certain d'entre eux (professeurs d'université, hauts-fonctionnaires, etc.) à formuler de nouvelles recettes de gouvernance, afin non pas de porter atteinte au régime capitaliste, mais de peser sur les résultats engendrés par ce système et d'imposer un contrôle de l'économie par les travailleurs réunis. Depuis 1952-53, un programme de réformes de structure tient lieu de références à Renard qui parvient à le faire adopter par la FGTB d'abord (congrès de 1954 et 1956), par le PSB ensuite, quand celui-ci est renvoyé dans l'opposition (1959). Si les réformes de structure sont ainsi officiellement inscrites comme des objectifs du parti et du syndicat socialistes, elles ne convainquent cependant pas leurs principaux responsables peu sensibles à des principes de planification économique souple, de contrôle des holdings, de nationalisation de l'énergie et d'un service national de la santé.

Les « renardistes » en sont bien conscients. C'est pourquoi, durant la deuxième moitié de l'année 1960, ils s'efforcent de populariser le thème des réformes de structure. Des meetings et des réunions d'information ont lieu surtout en Wallonie, dans le cadre d'une Opération Vérité qui réunit FGTB et PSB. C'est à la même époque que le gouvernement réunissant difficilement libéraux et sociaux-chrétiens annonce un ensemble de mesures d'austérité, soit une centaine de décisions généralement impopulaires (portant sur les pensions, le chômage, les impôts, etc.). Il n'en faut pas davantage pour galvaniser les énergies tant contre la Loi unique qu'en faveur des réformes de structure, ainsi que du fédéralisme, grief exprimé de longue date en pays wallon dans certains milieux socialistes et libéraux.

La stratégie du gouvernement tend à cacher au maximum les dispositions de la loi unique, à réduire au maximum les débats parlementaires et à chercher auprès du syndicat CSC un soutien au prix de légères concessions. En totale opposition sur la méthode et le contenu, André Renard provoque le gouvernement et annonce une journée de mobilisation le 15 décembre, journée prévue de longue date pour le mariage du roi Baudouin. Le patronat accordant un jour de congé pour cette occasion, Renard mobilise des dizaines de milliers de personnes dans les rues le 14 décembre. Son calendrier repose sur l'action du PSB lors des débats parlementaires et sur une journée nationale de grève à fixer en janvier. Cette motion stratégique de Renard est cependant rejetée au sein même de son organisation syndicale qui – majorité des régionales flamandes contre minorité des régionales wallonnes, avec abstention de Bruxelles – préfère la motion de Dore Smets qui repousse *sine die* la responsabilité syndicale.

Face à la non-décision du bureau national de la FGTB, les travailleurs débrayent spontanément dès le 19 décembre ; ils sont souvent poussés par des militants communistes actifs dans le mouvement syndical. C'est notamment le cas aux ACEC à Charleroi. Les dockers anversoïis et divers services gantoïis se retrouvent aussi dans la rue. Mais en l'absence d'une coordination du mouvement de grève en Flandre comme à Bruxelles, c'est surtout en pays wallon que le mouvement de

des Représentants. La discussion concernant l'adaptation des sièges parlementaires avait débuté à la fin des années '50.

contestation va s'avérer le plus spectaculaire, massif et pugnace. En réunissant l'ensemble des permanents régionaux wallons au sein d'un officiel Comité de coordination des régionales wallonnes de la FGTB, André Renard prend la responsabilité de conduire la grève, à la fois contre la Loi unique (objectif immédiat) et en faveur du fédéralisme et des réformes de structure.

Dès le 20 décembre, on enregistre à Verviers des débrayages importants dans le personnel communal. Le lendemain, le Grand Bazar – institution implantée en plein centre ville faut-il le rappeler ? – garde ses portes fermées ; les travailleurs du textile et de la métallurgie débrayent à leur tour. Rapidement, l'ensemble des entreprises privées sont touchées en plus du secteur public. Le 23, Verviers est totalement paralysée quand le cardinal Van Roey y va de ses précieux conseils.

Pour Renard et ses compagnons de lutte (André Genot, Robert Lambion, Willy Schugens, Robert Moreau, etc.), le lancement spontané d'un tel mouvement à la veille des fêtes de fin d'année, en plein hiver, n'est pas une bonne idée. Malgré tous les inconvénients que cela représente, il prend néanmoins sur lui d'encadrer et de structurer l'action : il lui faut quelques jours pour s'assurer l'appui de toutes les régionales wallonnes qui s'étaient déjà retrouvées sous cette forme, mais officieusement, en novembre 1960. À la même époque, toujours sous la conduite de Renard, il avait été décidé de créer un journal, hebdomadaire, dans lequel seraient évoqués les problèmes socio-économiques propres à la Wallonie. Il avait été décidé que le premier numéro du journal paraîtrait début janvier. C'est donc en pleine grève que sortira le 1^{er} numéro de *Combat*, dont la première page place côte à côte un coq rouge, le titre *La Wallonie en a assez !*, un extrait de *La Lettre au roi* de Jules Destrée et un éditorial d'André Renard.

C'est le 23 décembre que se retrouvent à Namur les délégués des régionales wallonnes de la FGTB qui décident la naissance officielle du Comité de Coordination des régionales wallonnes de la FGTB. Il s'agit de s'entendre sur les objectifs clairs à fixer à la grève.

« Si Haumont (Namur) et Billen (Charleroi) veulent déjà sortir « le coq du poulailler », Gailly et Davister (Charleroi) ainsi que le représentant de Verviers sont réticents. En l'absence d'unanimité, le point est reporté à la prochaine réunion ; le 28 décembre, c'est Davister qui propose que le 3 janvier soit jour de deuil pour la Wallonie »².

Lors de cette 1^{ère} réunion, le délégué verviétois, Beaujean, se montre en effet prudent sur les objectifs à donner à la grève : réformes de structure et fédéralisme. Il souhaite surtout en référer à sa base. Cette frilosité des Verviétois et des Carolos va retarder la fixation définitive de la position du Comité de coordination. On perd cinq jours dans l'aventure et ce sont ces tergiversations-là qui vont donner à penser que le fédéralisme et les réformes de structure n'étaient pas sur la table de Renard et de Genot dès le début de la grève. Pourtant, les deux objectifs étaient déjà là. Il fallait simplement obtenir l'aval de chaque régionale, appuyée par sa base.

Pendant ce temps-là, la tension s'accroît. Le ministre Lefebvre exige des autorités de tutelle, bourgmestres et gouverneurs, de procéder au relevé strict du personnel en grève. Cet ordre de délation est très mal ressenti et des bourgmestres socialistes expriment clairement leur désapprobation. On atteint un premier pic en bord de

² Les termes du débat sont présentés dans Robert MOREAU, *Combat syndical et conscience wallonne*, Charleroi, 1984, p. 141-150.

Vesdre avec l'arrestation d'une personnalité importante. Le secrétaire de la Fédération socialiste de Verviers est jeté en prison ! Il va y rester pendant 17 jours. À l'époque, Hubert Parotte est jeune conseiller communal ; il deviendra par la suite échevin puis Premier échevin, dans un collège présidé par Albert Counson, avant de devenir lui-même le bourgmestre de Verviers, au soir de la fusion des communes. Il sera emporté par la maladie en 1978 à l'âge de 56 ans³. En bord de Vesdre, l'arrestation d'Hubert Parotte est un réel événement qui secoue la population à la veille de la nouvelle année. Cela n'apaise évidemment pas les esprits. Les incidents se multiplient et, le 30 décembre, le bourgmestre de Verviers, Émile Domken, prend un arrêté interdisant tout rassemblement de plus de cinq personnes.

Le 3 janvier, comme partout en pays wallon, Verviers participe à la fameuse journée de deuil de la Wallonie. La mobilisation reste forte. L'ambiance est électrique. À la veille du grand rassemblement à Liège qui dégènera en un saccage de la gare des Guillemins, on enregistre toujours dans la région verviétoises de multiples désordres publics, avec notamment, ce 5 janvier, des coups de feu contre un bus ou un tramway.

Si le travail a repris en Flandre et à Bruxelles et que certains secteurs hésitent en pays wallon, la mobilisation reste forte durant la quatrième semaine, avant de s'étioler durant la cinquième et dernière semaine du conflit. La violence n'a pas cessé. Le 12 janvier, en raison de l'interdiction de rassemblement prise par le bourgmestre de Verviers, c'est à Ensival, commune voisine et pas encore fusionnée que Jacques Yerna s'en vient prendre la parole. Son discours n'est pas à la démobilisation, loin de là. Le ton est dur. L'ancien bras droit de Renard aspire encore à l'organisation d'une marche sur Bruxelles, même si Renard lui-même a depuis longtemps mis son veto à cette idée. Les propos de Yerna sont suivis, le lendemain, de vifs incidents qui éclatent à Verviers et font deux blessés (13 janvier)⁴.

La grève de l'hiver '60-'61 est un mouvement qui va durer au total 34 jours. Quand le mot d'ordre de suspension de la grève est donné, il ne concerne plus que des secteurs wallons. Verviers avait commencé très progressivement à reprendre le travail vers le 11 janvier, sauf dans le textile. Réticente au début, la régionale verviétoise de la FGTB est restée mobilisée jusque durant la cinquième semaine de grève et figure, dès le 15 janvier, parmi les régionales qui se prononcent en faveur de la fédéralisation du syndicat, et qui soutiendront ensuite la naissance du Mouvement populaire wallon (mars 1961).

Si tout Verviers – loin de là – ne s'est pas retrouvé dans les rues, la Cité lainière a contribué de manière décidée au mouvement qui paralysa l'ensemble du bassin wallon, s'étendant tout au long de l'axe Vesdre, Meuse, Sambre et Escaut. Actif à Verviers depuis le début du XX^e siècle, le Mouvement wallon y prend de nouvelles formes au lendemain de la Grande Grève. La Wallonie libre invite en effet les groupements relancés ou nés de la Grève – Rénovation wallonne, Mouvement libéral wallon et Mouvement populaire wallon – à former un Front commun d'Action wallonne. Sous la présidence de Jules Nissenne, le comité du Front commun comprendra Roger Quoilin puis Hubert Brepoels (secrétaire), Paul Piette (trésorier), Léon Damery, Joseph Gélis et Robert Moson. À leurs côtés, ils pourront compter sur

³ Cfr Paul DELFORGE, *Encyclopédie du Mouvement wallon*, t. IV., *Parlementaires et ministres de la Wallonie (1974-2009)*, Namur, Institut Destrée, 2010, p. 479-480.

⁴ Valmy FÉAUX, *Cinq semaines de lutte sociale, La grève de l'hiver 1960-1961*, Université de Bruxelles, Institut de Sociologie, 1963, Cahiers du centre national de sociologie du travail n°256.

l'engagement des Jean-Marie Gohy, Léopold Morgenthal, Raymond Demarche et Pierre Gauthy notamment⁵. Leurs motivations portaient à la fois sur la revendication des réformes de structure et du fédéralisme, sur la défense du principe du référendum et de la reconnaissance de la Wallonie comme région autonome à part entière, et s'inscrivaient en opposition aux prétentions flamandes sur Fourons et même sur Welkenraedt. Car pendant que la Wallonie s'était mobilisée en faveur de mesures de reconversion économique pour son outil industriel, la Flandre avait fait progresser ses revendications culturelles (suppression du volet linguistique des recensements de population, fixation définitive de la frontière linguistique) tandis que le nombre de parlementaires avait été adapté aux chiffres de la population (croissance en Flandre, stagnation en Wallonie) sans disposition particulière pour éviter la minorisation wallonne. Il faudra attendre 1970 pour que la Constitution soit adaptée et 1980 pour que commence à être appliqué le fameux article 107^{quater} reconnaissant l'existence des régions. Un temps long pour ceux qui l'ont vécu, un temps court à l'échelle de l'Histoire avec un grand H. Et à chaque réforme institutionnelle (il y en aura encore une en 1988-1989, en 1993 et 2001), une référence explicite sera faite à l'hiver '60, à la Grande Grève et à André Renard, comme éléments déclencheurs du processus de réforme de l'État. Ceci explique, en partie, l'importance accordée au 50^e anniversaire des événements de l'hiver '60.

Paul Delforge

⁵ Cfr *Encyclopédie du Mouvement wallon*, 3 tomes, Charleroi, 2000-2001.